



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 30 janvier 2025

ZOOM : COLOMBIE - PRISE D'UNE PARTICIPATION DE 40 % PAR LA PETROLIERE MAUREL & PROM DANS LE PERMIS GAZIER SINU-9 2

1. Un investissement important en Colombie 2
2. Le contexte plus global de l'exploitation durable des hydrocarbures en Colombie. 2
3. La place de Maurel & Prom en Colombie 2

Bolivie 3

Fitch Ratings dégrade la notation créditrice souveraine de la Bolivie à CCC- 3

La production de pétrole continue de baisser et les importations de diesel représentent déjà 90%. 3

Colombie 3

Impasse diplomatique avec les Etats-Unis rapidement surmontée, mais aux conséquences économiques potentiellement durables. 3

Poursuite de la crise budgétaire : Le Ministère des Finances coupe 2,9 Md\$ prévus au budget pour 2025 en réponse au refus du Congrès d'approuver la réforme fiscale. 4

Le ministre du commerce souhaite diversifier ses partenaires et relancer l'industrie colombienne. 5

12 % des colombiens détenant un crédit font appel aux usuriers (gota a gota). 5

Equateur 5

Les exportations minières ont enregistré une baisse de 2,8 Md\$ sur les 11 premiers mois de l'année. 5

Le gouvernement a présenté son plan de relance de la production du secteur pétrolier et gazier. 6

Guyana 6

Le Guyana invité à présider un groupe de pays producteurs de pétrole : le NPG. 6

Pérou 6

Les prix à l'exportation augmentent de 9,5 %, grâce à l'or, au zinc et au café 6

Le Pérou est le 2^e bénéficiaire des investissements chinois en Amérique latine. 6

Suriname 7

Inflation en hausse à Suriname : 10,1 % en décembre 2024, soit 32,6 % sur l'année. 7

Venezuela 7

Le secteur industriel croîtra de 13% en 2025 7

La politique migratoire des États-Unis affecterait 600 000 Vénézuéliens, alors que les *remesas* ont atteint 3,8 Md\$ en 2024 (+8,6 % en g.a.) 7

L'Equateur se porte volontaire pour fournir 250 000 barils/jour de pétrole brut en cas de renforcement des sanctions vis-à-vis du Venezuela. 7

Un juge étatsunien a approuvé les nouvelles conditions de la vente aux enchères des actions de Citgo. 7

Zoom : Colombie - Prise d'une participation de 40 % par la pétrolière *Maurel & Prom* dans le permis gazier Sinu-9

1. Un investissement important en Colombie

Maurel & Prom a signé une lettre d'intention pour acquérir au 1^{er} février 2025 une participation à hauteur de 40 %, avec une option pour 5 % supplémentaires, dans le bloc Sinu-9 auprès de l'entreprise canadienne NG Energy, pour un montant de 150 M\$. La finalisation de l'acquisition reste notamment soumise à l'accord de l'Agence nationale des hydrocarbures.

Ce bloc « *onshore* » est situé à 75 km de la côte caribéenne de Colombie, dans le département de Cordoba, à proximité immédiate des champs gaziers en exploitation *Canacol* et *Hocol*. Il est entré en production en novembre 2024 à partir de deux puits de production. Il est raccordé au gazoduc *Promigaz* du Nord de la Colombie. **Les 40 % en cours d'acquisition, représentent une capacité de production de 16 Mpc/j, pour une capacité totale de 40 Mpc/j.** Le permis gazier de Sinu-9 compte également déjà des autorisations environnementales pour la réalisation de 22 puits, permettant d'envisager l'accès à des ressources supplémentaires.

NG Energy détenait 72 % du bloc, aux côtés de *Desarrolladora Olem* (15 %), *Clean Energy Recursos* (7,8 %) et *FG Oil & Gaz* (5,2 %).

2. Le contexte plus global de l'exploitation durable des hydrocarbures en Colombie.

Au même titre que d'autres pays de la région, **la Colombie opère sa transition énergétique vers plus d'énergie renouvelable et une moindre utilisation des combustibles fossiles**, notamment pour se conformer aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Ainsi, les autorités colombiennes ont développé depuis 2022 un discours visant à mettre fin à l'exploration pétrolière et à l'arrêt de l'attribution de nouveaux contrats d'exploration pour les hydrocarbures à partir de début 2023.

En outre, les champs de production sont sur une phase globale de déclin, conduisant à une consommation de gaz interne dépassant ses capacités de production. La Colombie pourrait toutefois retrouver des capacités dès 2030 grâce à l'exploitation de champs déjà autorisés, *offshore* et *onshore*, même si des incertitudes persistent au-delà compte tenu de l'arrêt des nouvelles explorations.

3. La place de Maurel & Prom en Colombie

M&P est une entreprise d'exploration-production de pétrole et de gaz dont le siège social est établi à Paris. Avec une existence remontant à près de 200 ans d'histoire, d'abord orientée vers le commerce en Afrique, puis la diversification dans plusieurs activités industrielles et agro-alimentaires. A partir de 1995, elle s'oriente peu à peu vers le secteur pétrolier.

Le communiqué de presse de M&P est disponible [ici](#).

Bolivie

Fitch Ratings dégrade la notation créditrice souveraine de la Bolivie à CCC-

L'agence de notation *Fitch Ratings* a abaissé la note de crédit émetteur à long terme en devises de la Bolivie de CCC à CCC-. **Selon l'agence, bien qu'un défaut de paiement n'apparaisse pas encore comme étant probable, les marges de sécurité continuent de s'éroder en raison de la baisse de la disponibilité des devises et de l'absence de mesures correctrices de politiques économique et fiscale.** Parmi les raisons invoquées pour justifier l'abaissement de la note, on distingue les pénuries de carburant et les troubles sociaux, les agents perturbateurs de l'activité économique en 2024, ainsi que les déficits budgétaires élevés et l'inflation. Fitch s'attend à ce que le déficit reste élevé, à 8,2 % en 2025, mais avec un degré important d'incertitude à l'approche des élections. L'agence de notation prévoit également que la croissance du PIB ralentira à -1,5 % en 2024 et 2025. **Le ministre de l'économie, Marcelo Montenegro, a déclaré que le gouvernement n'acceptait pas la récente dégradation de la note.** Le Ministre a fait remarquer que **l'économie nationale est confrontée à un problème de liquidité, mais pas à un problème d'insolvabilité.** Le Ministre a indiqué que la Bolivie assure le service de sa dette extérieure ponctuellement.

La production de pétrole continue de baisser et les importations de diesel représentent déjà 90%.

Selon les données présentées par le ministère de l'économie, en 2014, la demande de diesel était de 11,9 millions de barils et seuls les 50 % étaient achetés à l'étranger. Mais en 2023, sur les 15 millions de barils consommés, 86 % ont dû être importés. En octobre 2024, la demande de diesel atteignait déjà 11,9 millions de barils, dont 90 % ont été importés. Concernant l'essence, en 2014, les ventes ont atteint 8,8 millions de barils, mais le pays a pu traiter 78 % des besoins dans les raffineries de l'YPFB (entreprise publique d'hydrocarbures). **En octobre 2024, la demande d'essence était de 12,2 millions de litres dont plus de 60 %**

achetés à l'étranger. Selon le rapport du ministère, la production d'hydrocarbures continue de baisser en raison de l'épuisement des réserves dû à l'insuffisance des investissements dans l'exploration.

Colombie

Impasse diplomatique avec les Etats-Unis rapidement surmontée, mais aux conséquences économiques potentiellement durables.

Sur fond de critiques du Président Petro sur le traitement des migrants colombiens par le gouvernement étatsunien, **Donald Trump a annoncé des mesures de représailles.** Sur le plan économique, celles-ci concernaient :

(1) des taxes douanières de 25%, puis de 50%, sur tous les biens colombiens entrant aux Etats-Unis ;

(2) des sanctions bancaires et financières ;

(3) des inspections renforcées à l'entrée pour les marchandises issues de Colombie.

Pour mémoire, en termes cumulés depuis 2010, **les États-Unis se positionnent nettement comme le 1^{er} client de la Colombie en 2023, avec 33 % du total des exportations colombiennes.** Toutefois, si les États-Unis se maintiennent comme le principal fournisseur de la Colombie, avec une part de marché de 26 %, ils sont talonnés par la Chine (avec 19 %, en forte progression : +22 % en 2023).

Si le ministère colombien des affaires étrangères a rapidement annoncé que l'impasse avec les Etats-Unis a été surmontée, **les analystes économiques considèrent que les conséquences devraient toutefois être durables :**

○ Pour Andrés Moreno, l'incertitude sera forte jusqu'à la fin de l'administration Petro ;

○ Pour José Manuel Restrepo, recteur de l'Université EIA, la crise met la Colombie sous une surveillance renforcée pour les investisseurs, et l'incertitude compromettra les possibilités de *nearshoring*. Par ailleurs, les analystes précisent que les sanctions sont prêtes à être signées en cas de nouvelle crise ;

○ Le Président de l'ANDI (équivalent du Medef) considère que la Colombie sort particulièrement fragilisée, en tant que

potentielle cible diplomatique et commerciale de choix pour l'administration Trump ;

o Pour le lobby des commerçants (Fenaldo), les IDE – qui enregistreraient déjà une baisse de 22 % en 2024, baisseraient encore en 2025 du fait de cette incertitude.

o La Présidente de la Chambre colombo-étasunienne de commerce estime que la crise impactera la confiance des importateurs, des investisseurs et des touristes étasuniens. Par ailleurs, si les mesures douanières et financières n'ont pas été mises en place, elle estime qu'il est probable que les contrôles sur les marchandises colombiennes seront fortement renforcés, pouvant compliquer les exportations de produits périssables, dont les fleurs alors que la Colombie en est le principal exportateur vers les États-Unis.

Poursuite de la crise budgétaire: Le Ministère des Finances coupe 2,9 Md\$ prévus au budget pour 2025 en réponse au refus du Congrès d'approuver la réforme fiscale.

Le Ministère des Finances a publié un décret le 27 janvier visant à **couper des dépenses initialement prévues dans le budget pour 2025, pour un montant supérieur à 2,9 Md\$ (> 12 000 Md COP).** Selon le Ministère, **plus de 800 M\$ concernent des projets d'infrastructure**, soit près de 30 % de la coupe.

La 1^{re} ligne du Metro de Bogotá, actuellement en construction (à 46 % d'exécution) sera la première grande victime de cette coupe, avec plus de 180 M\$ coupés, soit 70 % de l'appui de l'État initialement prévu pour 2025 au projet. Le train léger de la Calle 80 à Medellín et le *Regiotram de Occidente* (Cundinamarca) se voient également significativement impactés. Le Maire de Bogotá a critiqué la décision unilatérale de l'État, indiquant que l'apport financier de l'État répond à des contrats signés et que le report représentera donc une infraction au contrat. Le Maire s'est engagé à « assumer la charge » du financement du projet en raison du « non-respect » des engagements par le gouvernement jusqu'en 2026. Il a assuré qu'il entreprendra les actions légales nécessaires pour faire respecter ce qui a été convenu. **Le Président Petro a jugé que**

les Parlementaires sont responsables de cette situation budgétaire, en raison de leur refus de voter le budget et la réforme fiscale liée (présentée en septembre 2024, pour 12 000 COP). Il a déclaré que ces fonds « *ont été reportés, et non réduits, en attendant d'obtenir l'argent manquant* » et que les arbitrages dans les reports visent « *les affaires des grandes puissances économiques qui ont eux-mêmes favorisé la crise depuis le Congrès* ».

Le comité de la règle budgétaire (CARF) estime que, malgré la coupe, le budget est loin de l'équilibre permettant de respecter la règle budgétaire. Les 12 000 Md COP représentent 23 % des 40 000 Md COP (9,5 Md\$) à couper dans le budget selon le CARF, dans le cadre d'une surestimation des recettes. **Le CARF estime par ailleurs probable que l'État a manqué la cible de déficit prévue pour 2024.** Malgré les coupes en 2024 et une sous-exécution volontaire, la cible aurait été manquée de 5 Md\$. **Les analystes de l'économie colombienne estiment que le coût réputationnel sera fort**, notamment sur la métrique du risque pays, mais est déjà partiellement intégré dans les métriques actuelles. Les chiffres définitifs quant au déficit de l'État pour 2024 devraient être publiés dans les prochaines semaines. **Enfin, le Président Petro a chargé le nouveau Ministre des Finances, Diego Guevara, d'examiner les options pour une réforme fiscale en 2025** afin d'équilibrer les budgets à moyen terme.

Le gouvernement passe des mesures fiscales d'urgence dans le cadre de la crise dans la Catatumbo.

Dans la région du Catatumbo, située dans le nord-est de la Colombie, des tensions perdurent en raison de l'intensification des violences entre *guérilleros*, paramilitaires et militaires, ce qui compromet fortement la sécurité et les conditions de vie des populations locales. Dans ce cadre, **le Gouvernement colombien a décrété l'« état d'exception » pour 90 jours et annoncé des mesures fiscales liées, permettant de collecter plus de 200 M\$ (>1 000 Md COP):**

- (i) Mise en place d'une TVA sur les jeux de hasard ;
- (ii) Un impôt exceptionnel de 1 % sur l'extraction de pétrole brut ;

- (iii) Un impôt appliqué à certains documents légaux ou commerciaux (taxe de timbre) de 1%.

Les experts considèrent que la mesure portant sur pétrole contribuera à limiter les IDE dans le secteur, via le moindre réinvestissement des bénéfices. Si la mesure est initialement prise pour 90 jours, elle pourrait – selon la vice-ministre des Finances – être prorogée 90 jours de plus, voire pour l'intégralité de l'année 2025.

Le ministre du commerce souhaite diversifier ses partenaires et relancer l'industrie colombienne.

Le Ministre du Commerce, de l'industrie et du tourisme, Luis Carlos Reyes Hernández a réitéré l'importance de la Chine comme partenaire commercial important de la Colombie et sa volonté d'avoir un maximum de partenaires commerciaux. Dans ce cadre, il a indiqué qu'il étudie les détails d'une intégration aux nouvelles routes de la soie (La Franja y la Ruta), la décision étant prévue pour le 1^{er} semestre 2025. Par ailleurs, lors de la prise de fonction de Diego Alejandro Guevara en tant que ministre des Finances, le président Petro lui a confié la mission de diversifier les exportations et la production nationale, en recherchant des financements provenant de multiples sources pour renforcer l'économie colombienne et ne pas en dépendre d'un seul partenaire.

Concernant le développement industriel et exportateur de la Colombie, le Ministre Reyes a estimé nécessaire d'impulser la croissance de certains secteurs :

- o Le secteur touristique ;
- o la sidérurgie de l'acier laminé à plat et l'acier non traités ;
- o le secteur automobile (électrique notamment) ;
- o la production de médicaments ;
- o l'agro-industrie et
- o l'industrie militaire.

Il a rappelé la priorité portée sur les exportations non-traditionnelles et non-minéroénergétique. Questionné concernant les secteurs sujets à protection, il a présenté l'exemple des pays du sud-est asiatique de promotion des exportations,

considérant que des mesures protectionnistes pour appuyer certaines industries prioritaires peuvent s'envisager.

12 % des colombiens détenant un crédit font appel aux usuriers (gota a gota).

Le « crédito gota a gota » (crédit « goutte à goutte ») est un système de prêts informels à court terme remboursés par de petites tranches quotidiennes ou hebdomadaires, associé à des taux usuriers. Selon une étude de l'Anif (un think tank économique) seuls 35,3 % des adultes colombiens détiennent un crédit, pour ⅓ via les banques traditionnelles, 15 % via un crédit familial et 12 % via les gota a gota. Cette dernière forme de crédit est particulièrement utilisée par les classes populaires colombiennes, tant pour les personnes physiques que morales. Certains analystes lient l'importance du crédit gota a gota à l'inflexibilité du taux maximal d'usure considéré par la loi colombienne (autours de 31 %), excluant de nombreux Colombiens du crédit formel. Les gota a gota chargeraient en moyenne un taux intérêt de 380 %. Pour mémoire, le crédit au secteur privé représente 42 % du PIB en Colombie, contre 80 % au Chili.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	8,1%	18,3%	1510
Change USD/COP	-1,5%	6,8%	4196
Change EUR/COP	-1,3%	2,7%	4372
Prix du baril (Brent, USD)	-2,0%	-6,3%	76,58

Equateur

Les exportations minières ont enregistré une baisse de 2,8 Md\$ sur les 11 premiers mois de l'année.

Les exportations minières ont enregistré une baisse de 12 % en glissement annuel en volume (soit -94 tonnes) sur la période janvier-novembre 2024. Elles ont représenté une baisse de 2,8 Md USD sur cette période, soit une baisse en valeur de 9,2% par rapport à 2023 malgré la hausse des prix de l'or sur les

marchés internationaux. Cette baisse est **largement imputable à la crise énergétique** qu'a traversée le pays et à la déconnexion forcée des mines au réseau national d'électricité, mais également à un ralentissement de l'octroi des licences d'exportation d'or, désormais centralisées, dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal.

Le gouvernement a présenté son plan de relance de la production du secteur pétrolier et gazier.

Le ministère de l'énergie et des mines a présenté son plan de relance du secteur pétrolier. **Les investissements requis pour atteindre les objectifs présentés sont de 44 Md\$ d'ici 2029.** Le principal objectif est d'augmenter la production, atteignant ainsi 508 000 barils de pétrole par jour en moyenne en 2025 et 600 000 barils par jour en moyenne en 2026 (aujourd'hui la production stagne à 475 000 barils par jour en moyenne). **Sans investissements dans le secteur, la production pourrait chuter à 395 000 barils par jour en moyenne en 2027, en raison de la fermeture progressive du champ ITT** (entre 55 000 barils et 60 000 barils par jour à la fermeture définitive) et à la déclinaison de la production des champs pétroliers mûrs. Le portefeuille de nouveaux projets inclut les blocs pétroliers *Intacampos* et *Suroriente* ainsi que la concession du bloc gazier (*offshore*) *Amistad* et l'exploration de champ gaziers *offshore* au large des côtes de Guayaquil et Manabi.

Guyana

Le Guyana invité à présider un groupe de pays producteurs de pétrole : le NPG.

Le gouvernement de Guyana a été invité à présider un groupe des plus récents pays producteurs de pétrole (*New Producers Group*, NPG), une reconnaissance de la gestion réussie de son secteur pétrolier, selon le ministre des Ressources naturelles, Vickram Bharrat. Ce dernier a confirmé que l'invitation fait suite au rôle du Guyana dans la gestion de ses ressources et des bénéfices du secteur pétrolier. Ce rôle mettrait en lumière la

solidité de la gestion du secteur par le Guyana, notamment du fait du fonds des ressources naturelles et de la législation sur le contenu local. **Le groupe inclut des pays comme le Ghana, la Namibie et probablement prochainement le Suriname.** Le Guyana en prendrait la présidence pour trois ans à partir de février. Le Ministre précise que **le groupe n'a pas vocation à entrer en concurrence avec l'OPEP.**

Pérou

Les prix à l'exportation augmentent de 9,5 %, grâce à l'or, au zinc et au café

La Banque centrale (BCRP) a indiqué que **les termes de l'échange - indicateur qui compare les prix des produits qu'un pays exporte à ceux qu'il importe - ont augmenté de 12,3 % en g.a. en novembre 2024.** Selon l'autorité monétaire, cette progression a été favorisée par une augmentation de 9,5 % des prix à l'exportation et une réduction de 2,5 % des prix à l'importation. La Banque centrale a expliqué que les prix à l'exportation ont augmenté principalement en raison de la hausse des prix de l'or, du zinc, du café et des produits de la pêche. En revanche, **la baisse des prix à l'importation est due à la diminution des prix du pétrole et des produits pétroliers (-21,4 %).** Selon l'Association des exportateurs (ADEX), les expéditions péruviennes à l'étranger se dirigent vers un nouveau record en 2025 avec une croissance estimée entre à 3 % et 4 % dans le cadre d'un scénario de prix internationaux favorables pour 2025 pour les principaux produits (notamment miniers).

Le Pérou est le 2^e bénéficiaire des investissements chinois en Amérique latine.

Selon des rapports récents de l'association des exportateurs (ADEX), le Pérou est le deuxième plus grand bénéficiaire des investissements chinois en Amérique latine, **précédé par le Brésil.** **Le stock d'investissements directs chinois au Pérou est estimé à 20 Md\$ à août 2023, ce qui représente 21 % des investissements directs étrangers (IDE) au Pérou, avec une tendance à la croissance soutenue.** José Tam, président de

la Chambre de commerce péruvo-chinoise (Capechi), a indiqué que les secteurs les plus importants pour ces entreprises sont **l'exploitation minière, la production et distribution d'électricité, et les hydrocarbures**. Il a ajouté que les récentes difficultés budgétaires du Pérou et le départ des entreprises de construction brésiliennes ouvrent des possibilités aux entreprises chinoises pour se développer dans les infrastructures et les transports.

Suriname

Inflation en hausse à Suriname : 10,1 % en décembre 2024, soit 32,6 % sur l'année.

L'inflation mensuelle au Suriname atteint 10,1% en décembre 2024, portant le taux annuel à 32,6 %. Après une période difficile avec des taux d'inflation élevés en 2020 et 2021 (plus de 60 %), la tendance est désormais en baisse depuis 2023, malgré la dépréciation du Dollar Surinamais (SRD) sur la deuxième partie de l'année 2024. Ainsi, le SRD s'est déprécié de 22 % entre le 16 août et la fin de l'année 2024, après s'être significativement apprécié entre la fin 2023 et la mi-2024. **Pour mémoire, le Suriname devrait terminer le programme FMI initié en 2021 en mars prochain.**

Venezuela

Le secteur industriel croîtra de 13% en 2025

Selon la Confédération vénézuélienne des industries (Conindustria), **les secteurs enregistrant les meilleures croissances en 2024 ont été les industries alimentaire et pharmaceutique**, du fait de l'importance de ces secteurs dans le panier de dépenses des Vénézuéliens, en lien avec un revenu très largement limité par la crise économique et sociale à l'œuvre. **Le niveau d'utilisation de la capacité industrielle installée au T4 2024 a atteint 44%.** Conindustria estime que la capacité installée atteindra 50 % en 2025.

La politique migratoire des États-Unis affecterait 600 000 Vénézuéliens, alors que les remesas ont atteint 3,8 Md\$ en 2024 (+8,6 % en g.a.)

La secrétaire étatsunienne à la sécurité intérieure, Kristi Noem, a confirmé **qu'elle avait révoqué la prolongation de 18 mois du statut de protection temporaire (TPS) que l'ancien président Biden avait renouvelé. Cette révocation prendra effet à partir du mois d'avril prochain**, affectant 600 000 Vénézuéliens. Le TPS est une aide accordée aux citoyens qui ont émigré aux États-Unis en raison d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit armé, pour qu'ils puissent y vivre et y travailler jusqu'à ce que le gouvernement étatsunien estime qu'ils peuvent rentrer en toute sécurité dans leur pays d'origine.

Cette mesure impactera fortement les **remesas** dont dépendent les équilibres externes et la société vénézuélienne: selon l'économiste Asdrubal Oliveros, selon les données de la Banque mondiale, **les envois de fonds des migrants vers le Venezuela (remesas) sont estimés à 3,8 Md\$ en 2024, soit 3,7 % du PIB mais en croissance de 8,6 % sur l'année.**

L'Équateur se porte volontaire pour fournir 250 000 barils/jour de pétrole brut en cas de renforcement des sanctions vis-à-vis du Venezuela.

Le président équatorien Daniel Noboa a annoncé qu'en cas de remise en place des sanctions contre le secteur pétrolier vénézuélien, **l'Équateur serait prêt à fournir jusqu'à 250 000 b/pj (sur une production de 475 000 b/j, cf. supra) aux clients actuels du Venezuela.**

Un juge étatsunien a approuvé les nouvelles conditions de la vente aux enchères des actions de Citgo.

Pour mémoire, **Citgo Petroleum est une entreprise pétrolière étatsunienne, filiale de la compagnie vénézuélienne Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA).** Les sanctions étatsuniennes imposées au Venezuela empêchent à Citgo de transférer des bénéfices au gouvernement vénézuélien et

soulèvent des questions sur la gestion de ses actifs et la gouvernance de l'entreprise.

Leonard Stark, juge fédéral de l'État du Delaware, ***a approuvé les nouvelles conditions de la vente aux enchères des actions de l'entreprise afin de dédommager les créanciers de l'État du Venezuela et de PDVSA.*** Il a autorisé une indemnité de résiliation équivalente à 3 % de la valeur des décisions judiciaires et le remboursement de frais à hauteur de 30 M\$.

Selon Reuters, des créanciers tels que Crystallex ou Conoco Phillips seront autorisés à présenter des offres lors des tours d'enchères et à utiliser leurs créances comme offres de crédit. Toutefois, les représentants du Venezuela pourront faire une offre séparée pour les actions de la société. L'audience finale de vente des actions de *Citgo Petroleum* devrait avoir lieu au second semestre.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)